KV

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 47.301/4
DU 9 NOVEMBRE 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget et des Relations extérieures, le 13 octobre 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Préambule

Alinéa 2

À l'alinéa 2 du préambule, consacré au visa de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, les mots : "notamment l'article 358*quater* modifié par l'arrêté du 25 avril 2002" doivent être omis, conformément aux nouvelles règles de légistique [(1)].

Alinéa 6

L'alinéa 6 du préambule, consacré au visa de l'arrêt n/ 190.589 du Conseil d'État du 17 février 2009, doit être omis. Cet arrêt ne pourrait, en effet, ni apporter un fondement légal au projet, ni être modifié par ce dernier.

Si l'auteur du projet le juge utile, un considérant relatif à cet arrêt pourrait, le cas échéant, être inséré dans le préambule.

---

(1) Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandation n/ 30, formule F 3-3, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative".

Alinéa 7 (devenant l'alinéa 6)

L'alinéa 7 (devenant l'alinéa 6) du préambule doit être rédigé comme suit :

"Vu l'avis 47.301/4 du Conseil d'État, donné le 9 novembre 2009, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;" (2).

Dispositif

1. Il n'y a pas lieu d'insérer dans le titre II du livre II de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 précité, un nouveau chapitre IX, intitulé "De la prime d'ingénieur".

L'arrêt n/ 190.589 du Conseil d'État n'a, en effet, annulé l'article 56 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2002 portant 6e modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, qu'en tant qu'il y insère un article 358*quater*; l'intitulé du chapitre IX n'étant pas compris dans les effets de cette annulation.

Le membre de phrase liminaire de l'article 1er du projet doit donc être rédigé comme suit :

"L'article 358*quater* de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents

(2) Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandation n/ 36.1 et formule F 3-5-2, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative".

du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, annulé par l'arrêt n/ 190.589 du Conseil d'État du 17 février 2009, est rétabli dans la rédaction suivante :" [(3)].

2. Dans son arrêt n/ 190.589 précité, le Conseil d'État, section du Contentieux administratif, a considéré :

> "(...) qu'en ce qui concerne la prime d'ingénieur, la partie adverse ne démontre pas l'existence, lors de l'adoption de la disposition litigieuse, de difficultés de recruter ou de maintenir en service les titulaires des différents diplômes auxquels la disposition contestée accorde une prime; qu'en outre, la prime est accordée sans avoir égard aux fonctions exercées par les titulaires de ces diplômes et à leur caractère spécialisé dans les divers domaines d'activité de l'administration; que dans ces conditions et comme l'a déjà déclaré le Conseil d'État dans son arrêt DEMINNE et IMBRECKX, n/ 81.583 du 1er juillet 1999 et dans son arrêt "Association des juristes des administrations wallonnes" et consorts, n/ 162.636 du 22 septembre 2006, l'octroi d'une telle prime est contraire au principe d'égalité;".

Concernant le premier élément relevé par la section du Contentieux administratif dans son arrêt, la prime d'ingénieur en projet est cette fois limitée aux seuls titulaires d'un diplôme d'ingénieur civil, agronome ou chimiste et des industries agricoles, qui "exercent la fonction spécifique d'ingénieur comme prévue dans leur description de fonction".

Concernant le second élément relevé par la section du Contentieux administratif dans son arrêt, la note au Gouvernement fait état de ce qui suit :

> "Il existe un besoin de conserver l'actuel règlement pécuniaire, vu les difficultés qui surviendraient pour attirer et garder en service les ingénieurs. Il est bien connu que les ingénieurs civils sont très demandés sur le marché du travail et que sans règlement pécuniaire spécifique pour les ingénieurs, les services publics ne pourraient pas rivaliser avec le secteur privé. Pourtant il est capital que les fonctions spécialisées au sein du ministère puissent être assurée par des ingénieurs.
>
> Les données des examens de recrutement organisés pour les ingénieurs révèlent combien il est difficile d'en embaucher. Les deux examens de recrutement de 1999 et 2005 ont débouché sur 266 lauréats francophones, dont seulement 28 sont réellement entrés en service (soit 10,5 % des lauréats). Des 84 lauréats néerlandophones, seules 7 personnes sont entrées en service (soit 8 % des lauréats).

---

(3) Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, formule F 4-2-3-5, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative".

De nombreux lauréats préfèrent donc travailler ailleurs, démontrant ainsi clairement la nécessité d'offrir une rémunération attractive aux ingénieurs".

Il est cependant douteux que ces arguments suffisent à rencontrer les critiques formulées de manière répétée par des arrêts de la section du Contentieux administratif en la matière.

Il appartient en effet à l'auteur du projet d'apporter des éléments concrets et vérifiables établissant que la mesure proposée répond de manière adéquate à l'état actuel du marché de l'emploi en ce qui concerne les fonctions exercées par leurs titulaires, en particulier quant au caractère spécialisé de ces fonctions dans les différents domaines d'activités de l'administration.

À cet égard, les chiffres dont il est fait état dans la note au Gouvernement pour les seuls ingénieurs pourraient utilement être complétés par des données semblables relatives à d'autres fonctions comparables.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	L. DETROUX,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

C. GIGOT P. LIÉNARDY

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.301/4
VAN 9 NOVEMBER 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 13 oktober 2009 door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting en Externe Betrekkingen verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Aanhef

Tweede lid

In het tweede lid van de aanhef, waarin verwezen wordt naar het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dienen de woorden "inzonderheid op artikel 358*quater* gewijzigd door het besluit van 25 april 2002" te vervallen, overeenkomstig de nieuwe regels van de wetgevingstechniek [(1)].

Zesde lid

Het zesde lid van de aanhef, waarin verwezen wordt naar arrest nr. 190.589 van 17 februari 2009 van de Raad van State, dient te vervallen. Dat arrest kan immers geen rechtsgrond opleveren voor het ontwerp, terwijl het evenmin door het ontwerp kan worden gewijzigd.

Als de steller van het ontwerp dat nuttig acht, zou, in voorkomend geval, een overweging betreffende dat arrest in de aanhef opgenomen kunnen worden.

---

(1) Zie *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, aanbeveling nr. 30, formule F 3-3, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek".

Zevende lid (dat het zesde lid wordt)

Het zevende lid (dat het zesde lid wordt) behoort als volgt te worden gesteld :

"Gelet op advies 47.301/4 van de Raad van State, gegeven op 9 november 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973; [(2)].

Dispositief

1. Er bestaat geen grond om in Titel II van Boek II van het voornoemde besluit van 6 mei 1999 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering een nieuw hoofdstuk IX in te voegen met als opschrift "De ingenieurstoelage".

Bij arrest nr. 190.589 van de Raad van State is immers alleen de nietigverklaring uitgesproken van artikel 56 van het besluit van de Brusselse Hoofstedelijke Regering van 25 april 2002 tot zesde wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor zover daarbij een artikel 358*quater* wordt ingevoegd, terwijl het opschrift van hoofdstuk IX niet geraakt wordt door de gevolgen van die nietigverklaring.

Het inleidend zinsdeel van artikel 1 van het ontwerp behoort dan ook als volgt te worden gesteld :

"Artikel 358*quater* van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vernietigd

---

(2) Zie *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, aanbeveling nr. 36.1 en formule F 3-5-2, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek".

bij arrest nr. 190.589 van 17 februari 2009 van de Raad van State, wordt hersteld als volgt :" [3].

2. In zijn voormelde arrest nr. 190.589 heeft de Raad van State, afdeling Bestuursrechtspraak, het volgende geoordeeld :

> "(...) qu'en ce qui concerne la prime d'ingénieur, la partie adverse ne démontre pas l'existence, lors de l'adoption de la disposition litigieuse, de difficultés de recruter ou de maintenir en service les titulaires des différents diplômes auxquels la disposition contestée accorde une prime; qu'en outre, la prime est accordée sans avoir égard aux fonctions exercées par les titulaires de ces diplômes et à leur caractère spécialisé dans les divers domaines d'activité de l'administration; que dans ces conditions et comme l'a déjà déclaré le Conseil d'Etat dans son arrêt DEMINNE et IMBRECKX, n/ 81.583 du 1er juillet 1999 et dans son arrêt "Association des juristes des administrations wallonnes" et consorts, n/ 162.636 du 22 septembre 2006, l'octroi d'une telle prime est contraire au principe d'égalité;".

In verband met het eerste gegeven waarop de afdeling Bestuursrechtspraak in haar arrest heeft gewezen, kan worden opgemerkt dat de ingenieurstoelage deze keer alleen wordt toegekend aan burgerlijk ingenieurs, landbouwkundig ingenieurs of ingenieurs voor de scheikunde of de landbouwindustrieën die "de specifieke functie van ingenieur uitoefenen zoals voorzien in hun functiebeschrijving".

In verband met het tweede gegeven waarop de afdeling Bestuursrechtspraak in haar arrest heeft gewezen, wordt in de nota aan de regering het volgende aangegeven :

> "De noodzaak bestaat om de huidige bezoldigingsregeling te behouden, gelet op moeilijkheden die zouden ontstaan om ingenieurs aan te trekken en te behouden. Het is immers welbekend dat burgerlijke ingenieurs zeer gevraagd zijn op de arbeidsmarkt en dat zonder specifieke bezoldigingsregeling voor deze ingenieurs, de overheidsdiensten niet kunnen concurreren met de privé-sector. Nochtans is het van het grootste belang dat gespecialiseerde functies binnen het Ministerie kunnen ingevuld worden door ingenieurs.
>
> Uit de gegevens van de georganiseerde wervingsexamens voor ingenieurs blijkt duidelijk dat het inderdaad moeilijk is om ingenieurs effectief aan te werven.

---

[3] Zie *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, formule F 4-2-3-5, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek".

> De twee wervingsexamens in 1999 en 2005 gaven 266 Franstalige laureaten, waarvan slechts 28 effectief in dienst traden (10,5 % van de geslaagden). Van de 84 Nederlandstalige laureaten traden slechts 7 personen in dienst (8 % van de geslaagden). Veel geslaagden geven dus de voorkeur om elders aan de slag te gaan, zodat het duidelijk is dat een aantrekkelijke verloning voor ingenieurs moet aangeboden worden".

Het valt evenwel te betwijfelen of die argumenten volstaan om de kritiek te ondervangen die herhaaldelijk geformuleerd is in arresten van de afdeling Bestuursrechtspraak ter zake.

De steller van het ontwerp dient immers concrete en controleerbare gegevens aan te voeren die aantonen dat de voorgestelde maatregel een afdoende reactie is op de huidige stand van de arbeidsmarkt wat de uitgeoefende functies in kwestie betreft, in het bijzonder dat het gaat om gespecialiseerde functies binnen de onderscheiden activiteitsdomeinen van het bestuur.

In dit verband zouden de cijfers die in de nota aan de regering alleen voor de ingenieurs aangevoerd worden, op dienstige wijze aangevuld kunnen worden met soortgelijke gegevens betreffende andere vergelijkbare functies.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

C. GIGOT P. LIÉNARDY